

ANTIROUILLE

PÉRIODIQUE DE LA **MWB-FGTB** • 2019 #02



— PREMIÈRES LIMAILLES —

C'EST QUOI CET ANTIROUILLE ?

Un nouvel espace d'expression. Inédit.
Proposé par nos aînées et nos aînés.

Il va sans dire qu'à chaque fois que nous parlerons de travailleurs, il y a lieu d'entendre « travailleuses et travailleurs ». Prépensionnés et pensionnés doivent également être lus et compris en intégrant les femmes aux hommes, et ainsi de suite. Et c'est bien la situation des femmes et des hommes que nous traitons dans chacun de nos postulats. Qu'on se le dise un fois pour toutes.

Cet antirouille a pour but de réaffirmer les valeurs qui sont les nôtres, de montrer à quel point elles sont plus que jamais porteuses d'avenir et que loin d'être ringard, notre modèle social qui prévoit que pendant notre vie professionnelle, nous cotisons pour la protection sociale des plus fragiles et la pension de tous est essentiel !



NOUS RÉCLAMONS LE RESPECT DÛ À TOUTE PERSONNE, QUEL QUE SOIT SON ÂGE.

Jean-Michel Hutsebaut,
Secrétaire général adjoint

Je fais partie de cette génération qui se souvient de ses grands-parents avec tendresse et réconfort.

Lorsque je repense à eux, je revois leur appartement modeste mais douillet, un salon surchauffé, une cuisinière sur laquelle mijotaient toujours des petits plats, une voiture — vieille peut-être — mais loin d'être foutue, l'arrivée de la télévision couleur à la toute fin de leur vie...

Ils n'étaient pas riches loin de là, mais ils incarnaient dans mon esprit d'enfant l'image d'un bonheur simple.

NOTRE SANTÉ N'EST PAS À VENDRE. CELLE DE NOS AÎNÉS ENCORE MOINS !

Ils avaient travaillé et économisé toute leur vie. Quoi de plus logique qu'ils en profitent un peu désormais ?

Aujourd'hui en Belgique un-e pensionné-e sur 4 vit sous le seuil de pauvreté.

Près de 10 % des deux millions de personnes de plus de 65 ans sont dans un profond inconfort ou victimes de maltraitance. Cette maltraitance peut revêtir différentes formes : financière, psychologique, physique, intrafamiliale ou institutionnelle.

Les Métallos MWB-FGTB tirent la sonnette d'alarme. Nous réclamons le respect dû à toute personne, quel que soit son âge. Et en l'occurrence pour les personnes âgées :

- de pouvoir vivre avec dignité — sans devoir choisir, à cause de la faiblesse de leur pouvoir d'achat entre plusieurs besoins fondamentaux tels que se loger ou manger correctement, se chauffer ou se soigner ;
- un encadrement professionnel correct dans les maisons de repos ou à domicile.

Nous réclamons par ailleurs que nos légitimes revendications soient enfin entendues :

- par rapport au renforcement de la pension légale par répartition (le 1^{er} pilier de pension) le seul revenu garanti à tous les travailleurs lorsqu'ils seront pensionnés ;
- par rapport aux travailleurs des maisons de repos et des structures de soins et services à domicile, au fonctionnement, au financement et à la revalorisation globale de toutes ces professions relevant du secteur privé subventionné et des services publics à la fois en termes de conditions de travail et de rémunération.

Si le pouvoir d'achat et par là même les conditions de vie des personnes âgées mais également les conditions de travail des professionnels du secteur privé subventionné et des services publics se sont conjointement dégradées c'est dû à la seule logique capitaliste qui :

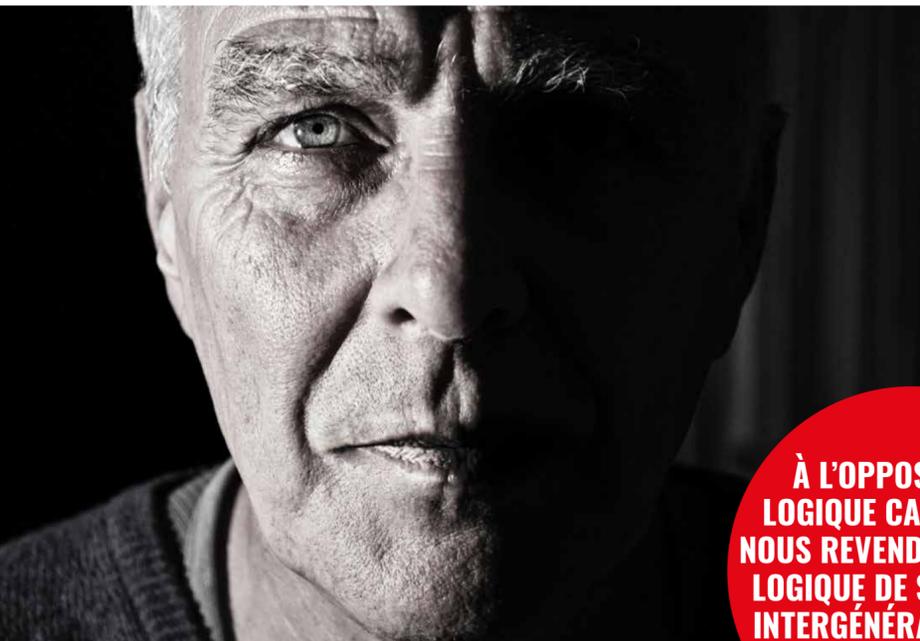
- réduit les pensions légales par répartition à des pensions minimum de base que les pensionnés doivent compléter par des pensions complémentaires par capitalisation (pour ceux qui en ont les moyens) ou en travaillant tout en étant pensionné (pour ceux qui le peuvent encore) ;
- marchandise le secteur privé subventionné et libéralise les services publics.

Ainsi, d'une part, les aînés sont victimes de politiques sociales qui les discriminent et les forcent à vivre pauvrement dans un monde de « vieux » au sens péjoratif du terme, coupés et isolés de la société, avec des services et des soins offerts à des « vieux »... On les réduit à un statut de dépendant, d'objet qui ne leur permet pas de s'exprimer comme des sujets ayant un vécu et une sensibilité propre. Et la faiblesse de leur pouvoir d'achat ne fait qu'accroître ce phénomène.

D'autre part, la marchandisation du secteur se traduit pour les travailleurs de ces secteurs par :

- une politique continue de réductions des coûts (salariaux, de fonctionnement...);
- une politique de l'emploi flexible, précaire et à sous-statuts.

Nous saluons ici l'initiative en cours menée par le CEPAG et la FGTB et qui débouchera sous peu sur la parution d'un important document intitulé « **Notre santé n'est pas à vendre** ». Nul doute que cette étude fera grand bruit. Nous ne manquerons pas d'y faire écho !



UNE SOCIÉTÉ QUI EXPLOITE SES TRAVAILLEURS NE PEUT QUE MALTRAITER SES AÎNÉS !

À L'OPPOSÉ D'UNE LOGIQUE CAPITALISTE, NOUS REVENDIQUONS UNE LOGIQUE DE SOLIDARITÉ INTERGÉNÉRATIONNELLE

La pauvreté et la maltraitance que subissent trop de nos aînés ne sont pas seulement des drames individuels. Cette situation est aussi la conséquence de la place que la société accorde aux aînés mais aussi aux travailleurs. C'est bien la nature même du système capitaliste qui est à l'origine de la paupérisation/déshumanisation des aînés et de la dégradation des formes d'organisation de travail pour les métiers liés à l'accompagnement à domicile et aux maisons de repos.

NOUS REFUSONS DE VIVRE DANS UNE SOCIÉTÉ DU FRIC À TOUT VA QUI :

- paupérise les pensionné-e-s et les empêchent de vivre avec dignité ;
- sacrifie les impératifs éthiques de respect de la dignité humaine à la marchandisation libérale et à la rentabilité à tout prix ;
- marchandise des besoins sociétaux, comme les soins, aides et services à nos aînés sans qu'aucune norme de qualité n'encadre cette commercialisation ;
- considère le vieillissement de la population comme un marché juteux. Le droit de vieillir dignement ne peut devenir un luxe ;
- finance, avec l'argent de la collectivité, le secteur privé commercial dont l'objectif premier est de faire du profit, pas de se préoccuper d'éthique ou de social ;
- ne se préoccupe que des soins les plus lucratifs ;
- permet une concurrence déloyale entre les secteurs commerciaux et non-commerciaux de l'accompagnement à domicile et des maisons de repos. Cette mise en concurrence déqualifie des professions dont les statuts sont pourtant officiellement et légalement reconnus. On ne respecte donc plus les fonctions correspondantes à chaque métier ;
- impose des cadences infernales et de vives tensions permanentes aux travailleurs du secteur. Ils se retrouvent donc coincés entre leur désir d'exercer correctement et humainement leur métier et les contraintes économiques imposées par leur employeur ;
- déprofessionnalise les métiers concernés ;
- conduit à une hyperspécialisation et segmentation des tâches qui ouvre grand la porte à une logique de travail à la chaîne. Conséquence ? L'offre de soins et services ne s'organise plus dans une logique de prise en charge individuelle mais globale.

A CONTRARIO D'UNE LOGIQUE CAPITALISTE, SEULE UNE LOGIQUE DE SOLIDARITÉ POURRA :

- augmenter/renforcer la pension légale (le 1^{er} pilier de pension) le seul revenu garanti à tous les travailleurs lorsqu'ils seront pensionnés ;
- accorder plus d'importance à la subsidiarité non marchande et des services publics dans la prise en charge des besoins sociétaux toujours croissants dont ceux issus du vieillissement de la population ;
- faire primer l'éthique sur la rentabilité ;
- réintroduire le facteur humain au cœur du fonctionnement des structures d'hébergement et d'accompagnement à domicile ;
- revaloriser la qualité des soins et des services ;
- promouvoir et rendre accessible toutes les formations aux professions du secteur. La formation continue des travailleurs doit aussi être encouragée ainsi que les formations à la gestion du stress et de la violence, aux relations interculturelles, les débriefings et le soutien psychologique ;
- rendre plus attractive toutes les professions du secteur privé subventionné et des services publics concernés, ce qui suppose une reconnaissance sociale et salariale à la hauteur d'un travail de qualité.

Le Réseau européen contre la privatisation et la commercialisation de la santé et de la protection sociale multiplie actuellement les initiatives et actions pour faire entendre ses exigences en matière de bien-être physique et mental.

Il s'appuie sur les principes fondateurs de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) et dénonce avec force le fait qu'ils ne soient pas respectés. Comme ce même réseau européen, **les Métallos MWB-FGTB s'opposent au démantèlement des systèmes de soins et de santé en défendant et portant les axes suivants.**

POUR NOTRE SANTÉ :

- 1 Assurer un **financement suffisant** pour les services de santé publics et non marchands, garantissant un système de protection sociale solidaire, public et universel offrant des services accessibles, de qualité.
- 2 **Protéger la population contre les dérives commerciales**, car la santé et la protection sociale sont des biens communs et ne sont pas à vendre.
- 3 **Garantir une accessibilité financière, temporelle, culturelle à la santé** pour toutes les populations, sans restriction d'aucune sorte, en tenant compte des réalités géographiques et locales.
- 4 **Stimuler la démocratie sanitaire** en impliquant la société civile, les travailleuse-s et les bénéficiaires, dans la définition des objectifs et moyens des politiques de santé.
- 5 **Améliorer la santé en attaquant les causes profondes** telles que les déterminants sociaux, environnementaux, écologiques et du genre de santé.
- 6 Orienter une **politique des médicaments au service de la population** et non des multinationales pharmaceutiques.

QUELLE POLITIQUE POUR QUE L'ÉTHIQUE PRIME SUR LE PROFIT ?

A l'opposé d'une logique capitaliste, nous revendiquons une logique de solidarité intergénérationnelle. Pour les pensionné-e-s et les personnes âgées, cette solidarité intergénérationnelle doit s'exercer non seulement dans le cadre de la sécurité sociale et des pensions légales par répartition mais aussi dans le fonctionnement de tous les dispositifs et structures de soins et d'aides, aussi bien à domicile que dans les maisons de repos.

Comment ? En liant le financement de ces structures à des critères et normes de qualité clairement définis en dehors d'une logique marchande et à partir des besoins de nos aînés. Une société civilisée doit répondre à cet enjeu.

Cette solidarité doit être financée collectivement par l'État et la Sécurité sociale.

Ce financement public implique un contrôle strict de l'affectation des subsides à la réalisation exclusive de l'objet social.

NOUS EXIGEONS UNE OFFRE DE SOINS ÉLARGIE, DE QUALITÉ ET ACCESSIBLE À TOUS !



— LES GALVANISÉS —

NOTRE SANTÉ : UN ENJEU PRIORITAIRE !



LA SANTÉ ET LA PROTECTION SOCIALE SONT DES DROITS HUMAINS UNIVERSELS QUI DOIVENT ÊTRE CONSIDÉRÉS DANS LEURS ASPECTS LES PLUS LARGES ET GLOBAUX.

Les pensionné-e-s et prépensionné-e-s de la MWB-FGTB

En Belgique, l'espérance de vie en bonne santé est de 64 ans en moyenne, seulement !

De plus, sommes-nous tous égaux devant l'accès aux soins de santé ? Le baromètre socio-économique publié chaque année par la FGTB nous rappelle que le nombre de cas de personnes vivant dans un ménage où au moins un individu a dû reporter ou annuler ses soins de santé parce qu'il n'a pas assez d'argent ne cesse d'augmenter.

C'est tout simplement insupportable !

Les représentants pensionnés et prépensionnés de la MWB-FGTB revendiquent un accès à des soins de santé de qualité pour tous, financés solidairement et équitablement.

Nous nous opposons catégoriquement aux restrictions budgétaires imposées par le Gouvernement Michel ainsi qu'à la hausse des prix des spécialités pharmaceutiques acceptées par ce même Gouvernement. Car celles-ci

ont pour conséquence que de plus en plus de malades n'ont plus les moyens de prendre les médicaments qui leur sont prescrits !

Nous insistons par ailleurs sur le fait que l'accent et les efforts devraient être plus centrés sur la prévention des problèmes de santé, notamment au travail, et sur une meilleure gestion sectorielle là où c'est possible dans l'intérêt général.

Nous soulignons également que davantage de maladies liées au boulot devraient être reconnues comme telles sur la liste des maladies professionnelles. Il est urgent de déverrouiller la liste fermée. Des indemnités de maladie professionnelle ou d'accident de travail doivent — de surcroît — pouvoir être cumulées avec une pension.

Quant à la norme de croissance du budget des soins de santé, elle doit être revue à la hausse et être rétablie

à son niveau défini sous le précédent Gouvernement, c'est-à-dire à 3 % minimum !

Enfin, la maîtrise des dépenses en soins de santé ne peut être atteinte que via une organisation plus efficace des soins de santé (promouvoir le dossier médical global, les médicaments génériques, une meilleure collaboration entre les prestataires de soins, une obligation générale du conventionnement en médecine...).

Des moyens supplémentaires — à financer grâce à l'adoption d'une fiscalité juste et équitable — sont à allouer par les pouvoirs publics à la prévention des problèmes de santé, ce qui permettra à plus long terme des économies bien plus importantes en soins de santé.

Pour les Métallos de la MWB-FGTB c'est indiscutable, la santé et la protection sociale sont des droits humains universels qui doivent être considérés dans leurs aspects les plus larges et globaux.

Des choix politiques doivent être pris d'urgence afin d'assurer à l'ensemble de la population, des services de proximité accessibles, fiables, de qualité, en tiers payant, non commerciaux et démocratiques et enfin financés par un système solidaire !

**LE GANG
DES VIEUX
EN COLÈRE**

LE GANG DES VIEUX EN COLÈRE EST UN MOUVEMENT NON PARTISAN ET TRANS-PARTISAN QUI SOUHAITE AMÉLIORER LE SYSTÈME DE PENSION PAR RÉPARTITION ET CONSERVER, AU MINIMUM, UN POUVOIR D'ACHAT STABLE POUR TOUS LES RÉGIMES DE RETRAITES.

Ce mouvement citoyen a décidé de se battre pour que les générations futures puissent vieillir dans la dignité en ayant un montant de pension minimum garanti, décent, égal pour les femmes comme pour les hommes.

Le Gang des Vieux en Colère revendique entre autres :

- le maintien du système de pension par répartition ;
- une pension anticipée pour ceux dont la pénibilité professionnelle est reconnue ;
- le relèvement du montant minimal de retraite ;
- la liaison des allocations sociales au bien-être ;

- une réelle concertation sociale en matière de retraite ;
- une plus grande justice fiscale.

Le Gang des Vieux en Colère refuse entre autres :

- toute dérive vers un système de pension par capitalisation ;
- toute suppression de la prise en compte des jours assimilés.

Nous les croisons régulièrement dans nos manifs, en actions ou dans des assemblées plus feutrées. Parce que nous partageons l'essentiel de leurs valeurs et

de leurs combats, nous vous invitons à mieux les découvrir via leur page Facebook ou leur site « Gang des Vieux en Colère ».



gangdesvieuxencolere.be | Gang des Vieux en colère